

APPEL À CANDIDATURE

L'enseignement catholique scolarise un élève sur deux dans l'enseignement obligatoire et un étudiant sur deux dans l'enseignement supérieur non-universitaire en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le Secrétariat général de l'enseignement catholique (SeGEC) fédère les écoles fondamentales, secondaires, les Hautes Ecoles et les Ecoles supérieures des Arts, les établissements de promotion sociale catholiques ainsi que les Centres PMS libres.

Dans le cadre de ses missions d'accompagnement et de soutien aux Centres PMS libres, il recrute pour sa Fédération des Centres PMS libres (FCPL) un(e) :

Conseiller juridique

Contexte

Vous exercez une fonction juridico-administrative au sein de la Fédération des Centres PMS libres (FCPL) en lien étroit avec le service juridique du SeGEC qui apporte son aide aux établissements.

Missions

- Être attaché à la Fédération des Centres PMS libres ;
- Être référent et contact de première ligne pour les questions administratives et juridiques en provenance des PO et directions :
 - Apporter le service de conseil juridico-administratif aux Centres PMS ;
 - Communiquer oralement et par écrit les dispositions légales relatives aux Centres PMS ;
 - Faciliter des partages collaboratifs et des échanges d'expertise, notamment dans le cadre de réunions de travail.
- Comme conseiller de la Fédération :
 - Collaborer à la mise en œuvre des missions de la FCPL en vous impliquant dans les projets et activités de la FCPL ;
 - Soutenir, par le conseil juridique, les missions de la FCPL et celles de la secrétaire générale ;
 - Collaborer étroitement avec le service juridique du SeGEC, comme représentant de la FCPL, notamment en participant à la réunion hebdomadaire des conseillers juridico-administratifs des différentes fédérations ;
 - Coordonner votre action avec le DPO des Centres PMS ;
 - Assurer le travail d'analyse de textes légaux, à toutes les étapes de leur parcours législatif, et proposer des amendements le cas échéant ;
 - Représenter la FCPL et ses membres lors de réunions ou de contacts institutionnels ;
 - Suivre des projets institutionnels spécifiques ayant une portée juridique.

Profil souhaité

- Vous êtes titulaire d'un diplôme de niveau bachelier à orientation juridique ;
- Vous avez un intérêt particulier et la capacité à maîtriser rapidement les dossiers relatifs au secteur de l'enseignement et plus particulièrement aux Centres PMS ;
- Vous adhérez aux principes du travail en équipe, construit sur le mode collaboratif et vous êtes disposé à mettre à jour vos connaissances par des formations et par l'étude approfondie des textes spécifiques au secteur.

Vous faites preuve :

- D'un intérêt général pour vous impliquer dans le suivi des dossiers qui s'ouvrent en fonction de l'actualité du secteur ;
- D'une capacité à défendre un point de vue institutionnel (négociation) ;
- D'une capacité de clarté dans l'expression des interprétations juridiques et à la vulgarisation de matières juridiques et administratives ;
- De rigueur et de méthode ainsi que d'un bon esprit de synthèse et d'une capacité de discernement ;
- D'une capacité à instruire et à gérer des dossiers en autonomie ;
- D'une capacité à intégrer une équipe dont la force est basée sur la complémentarité et la polyvalence des tâches ;
- D'une utilisation aisée des outils de bureautique (Office 365) ;
- D'une bonne maîtrise de la communication orale et écrite ;
- Du sens des responsabilités et de proactivité.

Nous offrons

- Un contrat de remplacement, avec l'éventualité d'une prolongation, exercé à temps plein, dans le cadre d'un poste APE ou ACS (ce qui implique d'être dans les conditions d'un état de droit) ;
- Une fonction constituée de responsabilités et d'activités variées, qui offre l'opportunité de contacts au sein du SeGEC et avec les acteurs de l'enseignement ;
- Des opportunités de formation ;
- Un travail au sein d'une équipe motivée et dynamique ;
- Un environnement de travail stimulant ; Vous travaillerez essentiellement dans les locaux du SeGEC, avec quelques déplacements à Bruxelles et en Wallonie.
- Une accessibilité aisée via les transports en commun avec intervention partielle dans les frais.

Procédure pour postuler

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae et d'une lettre de motivation, doivent être envoyées pour le **10 février 2023** au plus tard via [ce formulaire \(clic\)](#).